

Marie France Labrecque (dir.) : *L'égalité devant soi : sexes, rapports sociaux et développement international*

Paulette Beat

Volume 8, numéro 1, 1995

Femmes, populations développement

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057828ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057828ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Beat, P. (1995). Compte rendu de [Marie France Labrecque (dir.) : *L'égalité devant soi : sexes, rapports sociaux et développement international*]. *Recherches féministes*, 8(1), 185–188. <https://doi.org/10.7202/057828ar>

## COMPTES RENDUS

**Marie France Labrecque (dir.)** : *L'égalité devant soi : sexes, rapports sociaux et développement international*. Ottawa, CRDI, 1994, 352 p.

L'ouvrage sous la direction de Marie France Labrecque est un recueil d'articles de plusieurs auteures, rédigés à l'occasion de la tenue en 1990 et 1991, à l'Université Laval, de l'Atelier international sur les femmes et le développement. Il a pour but d'exposer et d'expliquer les relations existant entre, d'une part, divers aspects de l'installation du sous-développement et de la mise en route du développement et, de l'autre, la prise en considération des rapports sociaux de sexe dans le développement. Pour ces auteures, les femmes ne peuvent être considérées, dans le développement, comme une catégorie non différenciée de celle des hommes. Il s'agit de faire le lien entre l'approche macro-économique, politique, idéologique des mécanismes et expressions du développement et l'approche structurelle, en même temps que pragmatique, des rapports sociaux de sexe vécus dans le quotidien.

L'ouvrage se situe dans une perspective féministe, et les auteures, issues aussi bien des milieux universitaires que d'organisations nationales et internationales intervenant dans le développement, viennent de pays du Nord et du Sud. Le volume est divisé en cinq parties : la première porte sur la triptyque « recherche, développement et action »; la deuxième sur le thème « mouvement des femmes et identité ». Dans la troisième partie, les auteures se penchent sur les aspects institutionnels du développement : nature du pouvoir des femmes dans l'économie, la santé et l'éducation; et la quatrième partie aborde la question de la socialisation et de la culture, alors que la dernière se concentre sur les concepts et les méthodes. L'ouvrage se termine sur une note poétique et synthétique de Jeanne Bisilliat, qui s'interroge sur la différence biologique des femmes par rapport aux hommes et sa récupération par les hommes dans les idéologies et mythes dominateurs mâles, au sein des cultures européenne, juive et africaine.

Après un bref historique sur la prise en considération des rapports sociaux de sexe et le concept d'intégration des femmes au développement (IFD), Marie France Labrecque passe en revue l'impact des activités féministes et des activités d'IFD sur les femmes en général et conclut qu'il s'agit beaucoup plus de renverser un rapport de dominants à dominées (entre hommes et femmes) que d'intégrer les femmes au développement.

Au premier chapitre, Eva M. Rathgeber s'interroge sur l'impact des études sur les femmes et des réalisations des femmes sur une meilleure intégration de celles-ci au développement pendant les deux dernières décennies (1970-1990), notamment dans les pays du Sud. Les féministes des pays développés auront surtout contribué à ce développement par leur influence sur l'orientation des politiques d'IFD et leur mise en application. Rathgeber met en évidence certains points communs touchés par l'activité féministe des femmes du Nord et du Sud, à savoir : les droits légaux des femmes, les domaines de la reproduction et de la sexualité, la violence contre les femmes et les discriminations contre les femmes

dans l'économique. Outre ce dernier point (central dans le combat contre la pauvreté), les femmes des pays sous-développés s'intéressent aussi à leur accès à l'emploi des technologies modernes, à leurs rapports avec l'environnement et aux questions méthodologiques de la recherche. Les discriminations à l'égard des femmes sont accentuées par les effets de la crise mondiale et des politiques d'ajustement structurel, notamment en éducation et en santé, sur la consommation et l'accès à la terre en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Les femmes y négocient d'ailleurs différentes stratégies pour les contourner.

Ainsi, les méthodes de recherche se diversifient et l'on peut y noter, entre autres, la recherche participative et la recherche-action. Mais l'auteure conclut que le féminisme a perdu du terrain et que le thème de l'IFD est moins populaire aujourd'hui dans les agences internationales de développement que celui de l'environnement. Elle suggère que les femmes s'engagent conjointement dans la recherche et dans l'action pour négocier une répartition plus équitable des ressources avec les hommes.

Pour sa part, Marie France Labrecque, clarifiant le processus historique ayant engendré le développement et le sous-développement, constate la domination et l'exploitation commune des femmes du Nord et du Sud, rendue possible par la domestication des femmes. Cependant, ces faits sont difficilement saisis par l'approche structurelle, qui se doit d'être complétée par une observation et une analyse de la condition des femmes dans le quotidien.

Hélène Lagacé, terminant cette partie, énonce le bien-fondé des ponts à établir entre l'univers de la recherche et celui des ONG. Elle illustre par l'expérience de collaboration entre les femmes du Comité québécois femmes et développement et le Groupe de recherche femmes-Sahel de l'Université Laval, l'Université du Québec et quelques femmes du Tiers-Monde, chercheuses ou non.

La deuxième partie s'ouvre sur l'article de Dominique Masson, portant sur le rôle joué par divers types d'organisations de femmes, nouvelles actrices sociales, comme lieux d'émergence d'un « développement autre », par et pour les femmes, dans une région sous-développée du Canada. Ces organisations sont des lieux d'*empowerment* des femmes, c'est-à-dire d'« acquisition d'habiletés, [...] de pouvoir et d'expérience d'autonomie ».

De son côté, Lena Lavinás, s'appuyant sur l'expérience de groupes de femmes brésiliennes, réfléchit sur le concept politique d'« identité de genre ». Elle le pose comme stratégie symbolique de présentation et de représentation de soi que les actrices opposent aux représentations que les dominants leur imposent. L'identité de genre, pour cette auteure, doit être appréhendée comme une catégorie de la pratique et associée à l'action ainsi qu'au processus de construction d'un nouveau sujet social sexué qui contribue à transformer les rapports entre genres féminin et masculin.

La troisième partie de l'ouvrage est un regard dynamique sur les déséquilibres évidents existant entre femmes et hommes dans les activités touchées par les programmes d'ajustement structurel (PAS), les projets d'actions sociales et de gestion économique (PASAGE), et les prêts d'ajustement sectoriels (PASEC), en particulier dans l'éducation et la santé.

L'article de N'Dri Thérèse Assié-Lumumba démontre que ces discriminations existent en Afrique depuis l'ère coloniale. Car l'accès à l'éducation

formelle, ainsi que la nature de son contenu, peut se convertir en accès aux pouvoirs de décision à l'âge adulte. Selon Gisèle Simard, les PAS non seulement n'ont pas abouti à la relance de la croissance économique, mais, en plus, ils ont augmenté la paupérisation des femmes et des enfants et dégradé leur état de santé. Cet avis est sous-jacent dans l'article de Maria De Koninck qui propose que les interventions sur la santé des femmes ne se limitent pas seulement à leur santé reproductive, mais qu'elles s'étendent à leur sexualité. Elle suggère également que les femmes s'engagent dans le domaine de la santé en tant qu'éducatrices et professionnelles.

Si l'on revient à Gisèle Simard, cette dernière propose la création ou le renforcement d'un mouvement associatif organisé et soutenu, pour reconstituer le tissu social et conquérir de nouveaux espaces de pouvoir.

La quatrième partie du livre expose quelques exemples présentant le contenu de la socialisation à la féminité dans des groupes ethniques du Mali, du Mexique, des Territoires du Nord-Ouest, du Québec et de la Malaisie. Chez les femmes dogon, minyanka et senufo du Mali, Chantal Rondeau relève des traits communs, mais elle note aussi que les femmes doivent être soumises, alors que les hommes dépendent d'elles pour leur survie.

Au Yucatan (Mexique), Marie France Labrecque constate que les projets de développement en cours respectent souvent le type de socialisation reçue par les femmes, mais que cela ne contribue pas toujours à l'amélioration de leur situation économique.

Chez les femmes inuit et québécoises ayant des emplois salariés « non traditionnels » – auxquels ne sont pas socialisées les femmes –, Hélène Guay note l'existence d'un troisième sexe social qui est une combinaison des deux sexes sociaux jusque-là définis. Ces femmes ont une identité sociale à cheval entre le féminin et le masculin et exercent des professions traditionnellement masculines, ce qui leur permet une meilleure intégration au développement et aux autres cultures.

La dernière partie de l'ouvrage commence par un petit lexique critique des concepts utilisés dans l'étude des rapports sociaux de sexe dans le développement, compilé par Mary Rebekah Richardson, et suffisamment riche pour aider les novices en la matière. Cette étape passée, nous entrons de plain-pied avec Huguette Dagenais dans les questions de méthodologie féministe en rapport avec les femmes et le développement. L'auteure énonce les caractéristiques propres à l'approche féministe dans la recherche et ce qui la distingue de la recherche scientifique traditionnelle. Après avoir précisé quelques concepts clés, l'auteure examine certains obstacles et résistances auxquels se heurte le courant féministe en illustrant ses propos par quelques exemples. Enfin, Gisèle Simard propose la technique qualitative du *focus group* comme un moyen fort bien adapté aux recherches portant sur les femmes en pays sous-développé, puisqu'elle permet de saisir la parole et la pensée des femmes.

Dans l'ensemble, l'ouvrage est riche en éléments conceptuels relatifs à l'étude des rapports sociaux de sexe dans le développement et peut être utile aussi bien aux étudiants et étudiantes, aux enseignants et enseignantes qu'aux personnes qui décident ou même interviennent dans le développement, tout autant qu'à celles qui, curieuses, veulent voir ce que « mijotent » les féministes.

Cependant, il nous semble qu'il eût été souhaitable de laisser aussi parler des femmes de la base, issues des pays en développement, pour voir comment elles se perçoivent dans ces rapports de sexe et ce qu'elles attendent des intervenantes dans le développement.

*Paulette Beat  
Département de sociologie  
Université de Yaoundé I*

**Huguette Dagenais et Denise Piché (dir.)** : *Women, Feminism and Development/Femmes, féminisme et développement*. Montréal, McGill-Queen's University Press, 1994, 447 p.

Les dix-huit textes présentés dans ce livre ont été sélectionnés parmi les textes présentés au Colloque de l'Institut canadien de recherche sur les femmes (ICREF), organisé par le Groupe de recherche multidisciplinaire féministe (GREMF) de l'Université Laval à Québec, en novembre 1988, sur le thème « Femmes et développement ». Regroupés sous quatre rubriques « Les concepts et les méthodes passés à la critique », « Les effets des politiques de développement sur les femmes », « Le pouvoir des femmes sur le développement: mobilisations et actions » et « Témoignages », ces textes se distinguent par leur contribution originale à la connaissance des rapports entre femmes et développement. Quinze des 18 chapitres inclus dans ce volume sont présentés en anglais. Les textes sont enrichis d'études de cas provenant de la Chine, de la Malaisie, de la Thaïlande, du Mexique, des Antilles, de l'Ouganda, du Malawi et du Ghana ainsi que des sociétés inuit et amérindienne du Canada. Les 26 auteures qui présentent les résultats de leurs recherches, de leurs réflexions et de leurs actions sont des universitaires (anthropologue, architecte, démographe, infirmière, politicologue, sociologues et spécialistes des sciences de la famille et de l'économie familiale) et des activistes au sein d'ONG et de services communautaires. En commentant ces textes, Huguette Dagenais et Denise Piché offrent, en introduction, en français et en anglais, une analyse systématique et critique de l'apport du féminisme à la théorie et à la pratique du développement. Elles identifient les problématiques récentes dans le champ « Femmes et développement », centrées sur les thèmes de l'entrepreneuriat, de la religion, de la violence et de la sexualité. De plus, elles soulèvent de nouvelles questions qui exigent une réflexion de la part des féministes, notamment par rapport à la globalisation des échanges et à son impact sur les milieux de vie des femmes, à la quasi-absence de travaux sur les petites filles et les adolescentes et à la nécessité d'établir des alliances entre femmes et féministes de diverses origines.

Malgré la diversité des expertises et des actions dont s'inspirent ces textes, il paraît important de souligner deux thèmes communs. Le premier est celui de l'*empowerment* ou l'accès des femmes à l'autonomie et au pouvoir en matière de besoins pratiques et surtout en fonction de leurs intérêts stratégiques. L'autre thème concerne les différents modes d'organisation épistémologique et d'action pratique pour atteindre ce but. L'impact le plus important de la lecture des textes réunis ici est la réalisation de l'importance de la méthodologie à l'avancement des